

Douai, le 5 juillet 2010

CODEP-DOA-2010-36687 SS/EL

Clinique Vétérinaire
94, Route de Divion

62150 HOUDAIN

Objet : Inspection **INSNP-DOA-2010-0406** effectuée le **15 juin 2010**

Thème : "Radioprotection des travailleurs".

Réf. : Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1333-17 et R. 1333-98
Article 4 de la loi n° 2006-686 relative à la transparence et à la sécurité nucléaire.

Monsieur,

Dans le cadre de la campagne nationale de contrôle sur l'application de la réglementation relative à la radioprotection des travailleurs, organisée conjointement par la Direction du travail (DGT), l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, dans le respect des attributions de l'ASN concernant le contrôle de la radioprotection prévue à l'article 4 de la loi en référence, une inspection courante annoncée a eu lieu le **15 juin 2010** au sein de votre clinique vétérinaire. Cette inspection avait pour objectif de contrôler l'application de la réglementation relative à l'utilisation d'un générateur électrique de rayonnements ionisants utilisé à des fins de radiodiagnostic vétérinaire.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous la synthèse de l'inspection ainsi que les principales demandes et observations qui résultent des constatations faites par les inspecteurs.

Synthèse de l'inspection

L'équipe d'inspection a procédé à l'analyse de la situation administrative de votre établissement puis un contrôle relatif à la mise en œuvre de la réglementation relative à la radioprotection des travailleurs a été opéré.

Une visite de l'installation de radiologique a également eu lieu.

L'inspection a permis de constater que, malgré votre formation et votre désignation en tant que personne compétente en radioprotection, les principaux points de la réglementation ne sont pas mis en œuvre (analyse des risques, zonage radiologique, analyse des postes de travail, fiches d'exposition, contrôles techniques de radioprotection, formation à la radioprotection des travailleurs).

Il convient cependant de souligner que :

- les travailleurs exposés sont suivis par dosimétrie passive ;
- des équipements de protection individuelle sont utilisés ;
- le personnel salarié bénéficie d'un suivi médical adapté.

.../...

Les dispositions restant à mettre en place ou à approfondir font l'objet des demandes formulées ci-après.

A) Actions correctives

A.1) Situation administrative

Vous disposez d'un appareil de radiodiagnostic vétérinaire utilisé uniquement à poste fixe et dont le faisceau d'émission est directionnel et vertical. Conformément à la décision n°2009-DC-0146 de l'Autorité de Sûreté Nucléaire du 16 juillet 2009 modifiée¹, cet appareil est soumis au régime de déclaration au titre du 1° de l'article R.1333-19 du code de la santé publique.

Vous n'avez pas déposé votre dossier de déclaration de détention/utilisation d'appareil électrique générant des rayons X.

Demande 1

Je vous demande de déposer, votre dossier de déclaration de détention/utilisation d'appareil électrique générant des rayons X, auprès de la division de Douai de l'ASN.

A.2) Contrôles techniques de radioprotection

Les articles R.4452-12 à R.4452-17 du code du travail prévoient que des contrôles de radioprotection soient mis en œuvre dans les établissements utilisant des sources et générateurs de rayonnements ionisants.

L'arrêté ministériel du 26 octobre 2005², pris notamment en application des articles précités, définit les modalités de réalisation de ces contrôles de radioprotection, et prévoit en son article 2 l'établissement d'un programme des contrôles externes et internes dans le respect des dispositions reprises en annexe de ce texte. Cet arrêté prévoit également en son article 3 que l'ensemble de ces contrôles fasse l'objet de rapports écrits.

Ces contrôles comprennent :

- les contrôles techniques de radioprotection, à réception et périodique, des sources et des appareils émetteurs de rayonnements ionisants ;
- les contrôles techniques d'ambiance permettant d'évaluer l'exposition externe et interne des travailleurs.

¹ Décision n°2009-DC-0146 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 16 juillet 2009 définissant la liste des appareils électriques générant des rayons X détenus ou utilisés à des fins de recherche biomédicale ou de diagnostic médical, dentaire, médico-légal ou vétérinaire soumis au régime de déclaration au titre du 1° de l'article R.1333-19 du code de santé publique.

² Arrêté du 26 octobre 2005 définissant les modalités des contrôles de radioprotection [...]

Deux types de contrôles sont à réaliser ou faire réaliser :

- les contrôles externes, réalisés périodiquement par un organisme agréé³ ou par l'IRSN ;
- les contrôles internes réalisés périodiquement par la personne compétente en radioprotection ou un organisme de contrôle différent de celui réalisant les contrôles externes.

Il a été constaté que :

- les contrôles techniques de radioprotection internes et externes n'étaient pas réalisés ;
- les contrôles d'ambiance externes et internes n'étaient pas réalisés. Par ailleurs, le dosimètre témoin était utilisé comme dosimètre d'ambiance.
- le programme des contrôles n'était pas établi.

Demande 2

Je vous demande d'établir et de me transmettre le programme des contrôles internes et externes, spécifique à votre clinique, dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 octobre 2005. Les modalités de réalisation des contrôles internes seront précisées.

Vous veillerez à y intégrer les contrôles des instruments de mesure et des dispositifs de protection et d'alarme (équipements de protection individuelle notamment).

Vous me transmettez le programme établi pour les années 2010-2013.

Demande 3

Je vous demande de procéder et de faire procéder aux contrôles de radioprotection requis aux articles R.4452-12 et suivants du code du travail.

Vous me transmettez la copie du contrôle technique de radioprotection et d'ambiance externe réalisé par un organisme agréé ou l'IRSN.

Demande 4

Conformément à l'article R.4452-20 du code du travail, je vous demande de consigner les résultats des différents contrôles dans le document unique d'évaluation des risques.

Vous veillerez également à mettre en place une organisation vous permettant d'assurer la traçabilité des actions entreprises pour la levée des non-conformités éventuellement détectées au cours des différents contrôles.

³ La liste des organismes agréés est consultable sur le site internet de l'ASN à l'adresse suivante : <http://www.asn.fr/index.php/content/download/25823/154924/file/liste-agrements-2010-06-07.pdf>

Sur le site de l'ASN dans la rubrique Bulletin officiel de l'ASN > Agréments d'organismes > Contrôle de la radioprotection

A.3) Zonage radiologique (définition, signalisation, consignes de travail)

La définition du zonage radiologique autour de votre installation de radiologie a été effectuée de manière empirique sans mener d'évaluation des risques et sans prendre en compte l'arrêté du 15 mai 2006⁴ (classement en zone surveillée du local).

Demande 5

Je vous demande, conformément à l'article R.4452-1 du code du travail, de mener votre évaluation des risques pour définir le zonage radiologique autour de votre installation de radiologie. Ce zonage radiologique devra être établi conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 mai 2006 sus-mentionné.

Les résultats de l'évaluation des risques retenus pour délimiter les zones surveillées ou contrôlées devront être consignés dans le document unique d'évaluation des risques (article R.4452-5 du code du travail).

Vous préciserez si, conformément à l'article 9 du 15 mai 2006, un zonage radiologique intermittent est mis en œuvre.

Vous disposez d'un règlement de zone fourni par FORMAVETO. Ce document ne comporte aucune information relative au zonage radiologique (dimensionnement des zones), n'a pas été mis à jour et n'est pas affiché.

Demande 6

Je vous demande, conformément à l'article R.4452-6 du code du travail, de procéder à l'affichage de la présentation des risques d'exposition et des consignes de travail adaptées à la nature des expositions et aux opérations envisagées.

Le cas échéant, une information complémentaire mentionnant le caractère intermittent du zonage radiologique, sera affichée de manière visible à chaque accès de votre local.

A.4) Analyse des postes de travail / Classement du personnel

Les analyses de poste de travail permettant d'évaluer l'exposition externe annuelle des travailleurs (article R.4451-11 du code du travail) n'ont pas été réalisées.

Demande 7

Je vous demande de procéder à l'analyse des postes de travail, y compris pour les travailleurs non salariés, requise à l'article R.4451-11 du code de travail.

Demande 8

A l'issue de ces analyses de poste de travail, je vous demande de déterminer la catégorie des travailleurs, conformément aux articles R.4453-1 à R.4453-3 du code du travail.

⁴ Arrêté du 15 mai 2006 relatif aux conditions de délimitation et de signalisation des zones surveillées et contrôlées [...]

A.5) Fiche d'exposition

Les fiches d'exposition des travailleurs, requises par les articles R.4453-14 à R.4453-18 du code du travail, n'ont pas été rédigées. Ces fiches comportent :

- la nature du travail accompli ;
- les caractéristiques des sources émettrices auxquelles le travailleur est exposé ;
- la nature des rayonnements ionisants ;
- les périodes d'exposition ;
- les autres risques ou nuisances d'origine physique, chimique, biologique ou organisationnelle du poste de travail.

Demande 9

Je vous demande de rédiger les fiches d'exposition pour chaque travailleur exposé, y compris les travailleurs non salariés.

Vous informerez les travailleurs de l'existence de cette fiche et leur donnerez accès aux informations les concernant (article R.4453-16 du code du travail).

Une copie de ces fiches d'exposition sera remise au médecin du travail (article R.44-53-17 du code du travail).

A.6) Formation « radioprotection des travailleurs »

Les articles R.4452-4 à R.4453-7 du code du travail, précisent que les travailleurs (y compris non salariés) susceptibles d'intervenir en zone surveillée ou contrôlée doivent bénéficier, tous les 3 ans minimum, d'une formation à la radioprotection organisée par l'employeur.

Le contenu de cette formation est repris dans l'article R.4453-4 du code du travail. J'attire votre attention sur le fait que cette formation doit être adaptée aux procédures particulières de radioprotection touchant au poste de travail occupé.

Cette formation n'est pas mise en œuvre dans votre établissement.

Demande 10

Je vous demande de mettre en œuvre la formation à la radioprotection des travailleurs conformément aux dispositions des articles R.4453-4 à R.4453-7 du code du travail.

A.7) Inventaire IRSN

L'article R.4452-21 du code du travail stipule qu'une copie actualisée des sources et des appareils émettant des rayonnements ionisants utilisés ou stockés dans l'établissement, doit être transmis annuellement à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Vous n'avez pas jamais transmis ce relevé à l'IRSN.

Demande 11

Je vous demande de vous conformer aux dispositions de l'article R.4452-21 du code du travail et de procéder à l'envoi annuel à l'IRSN de votre inventaire de sources et d'appareils émetteurs de rayonnements ionisants.

B) Compléments d'informations

B.1) Carte de suivi médical

Le Code du Travail prévoit en son article R.4454-10 qu'une carte individuelle de suivi médical est remise par le Médecin du Travail à tout travailleur classé de catégorie A ou B.

Lors de l'inspection, vous n'avez pas été en mesure de confirmer aux inspecteurs la remise de ces cartes par le Médecin du Travail qui assure le suivi de votre personnel, classé travailleur exposé de catégorie B.

Demande 12

Je vous demande de me préciser si les cartes individuelles de suivi médical sont bien remises à l'ensemble du personnel classé de votre clinique. Dans la négative, vous veillerez à ce que le Médecin du Travail remette les cartes de suivi médicales à l'ensemble des travailleurs classés exposés.

B.2) Information à destination des personnes amenées à intervenir dans la salle de radiologie - Plan de prévention

A ce jour, aucune information spécifique liée aux éventuels risques et règles à respecter n'est communiquée aux entreprises extérieures amenées à intervenir dans la salle dédiée au générateur électrique de rayonnements ionisants.

Demande 13

Je vous demande de prévoir une information à destination des travailleurs des entreprises extérieures amenées à y intervenir, conformément à l'article R. 4451-8 du code du travail, et ce pour vous assurer du respect des consignes affichées dans la salle.

Lorsque les travaux devront être réalisés en zones réglementées, un plan de prévention sera arrêté conformément aux dispositions de l'article R.4512-6 du code du travail.

C) Observations

C.1) – Suivi médical des travailleurs non salariés

Comme précisé lors de l'inspection, je vous rappelle que, conformément à l'article R.4451-9 du code du travail, le travailleur non salarié doit mettre en œuvre les mesures de protection vis-à-vis de lui-même comme des autres personnes susceptibles d'être exposées à des rayonnements ionisants par son activité et prendre les dispositions nécessaires afin de bénéficier d'un suivi médical dans les conditions prévues aux articles R. 4454-1 à R.4454-11 du code du travail. A cet effet, il doit donc disposer d'une analyse de poste, d'une fiche d'exposition et assurer sa surveillance dosimétrique et son suivi médical.

C.2) – Accès aux données SISERI

Je vous rappelle que conformément à l'article R.4453-28 du code du travail, la PCR, afin de procéder à l'analyse de poste, demande communication des doses efficaces nominatives sur une période de référence n'excédant pas 12 mois. Il est possible de demander l'accès à la base de données de l'IRSN qui collecte et centralise les données dans SISERI (Système de surveillance de l'exposition aux rayonnements ionisants).

C.3) – PCR externe

Vous avez indiqué être PCR externe pour un autre cabinet vétérinaire. Je vous rappelle que les conditions d'exercices des fonctions d'une PCR externe à l'établissement en application de l'article R.4456-4 du code du travail sont décrites dans l'arrêté du 24 novembre 2009 consultable sur Légifrance.

Vous voudrez bien me faire part de vos observations et réponses concernant ces points dans un délai qui n'excèdera pas **deux mois**. Pour les engagements que vous seriez amené à prendre, je vous demande de bien vouloir les identifier clairement et d'en préciser, pour chacun, l'échéance de mise en œuvre qui vaut engagement de réalisation effective.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

P/Le Président de l'ASN et par délégation,
L'Adjointe au Chef de la Division,

Signé par

Andrée DELRUE-CREMEL

